

Elections présidentielles — France 2017

Contribution de la *Société Populaire d'Education* —
Supplément du numéro Spécial avril 2017 — *journalgerminal.fr*

Du fait de la désignations tardives des principaux candidats à la Présidence de la république, le journal *Germinal* [www.journalgerminal.fr] n'a pu entreprendre que tardivement l'analyse de leurs orientations. On a centré l'attention sur les ouvrages que ces candidats ont fait paraître, plutôt que sur les programmes-catalogues, ceux-ci ne pouvant restituer la ligne directrice des différents projets. S'agissant de Marine le Pen, qui n'a pas publié d'ouvrage récent, on a pris appui sur deux discours récents, pour Benoît Hamon, son livre, *Pour la génération qui vient*, qui n'est paru qu'en mars 2017, a été consulté. De la sorte, l'analyse des orientations de ces deux derniers candidats ne pourra être que des plus succinctes.

Il était envisagé (sans que les rédacteurs de *Germinal* aient pu dans tous les cas y parvenir) de centrer l'analyse des différents projets sur la base des questions suivantes :

1/ Le candidat fait-il ou non une analyse de la situation (immédiate, historique) ?
— en termes de situation économique et politique d'ensemble
— en termes de classes et de rapports de classes (associés ou non à des courants politiques)
— en termes de vision stratégique mondiale (contradictions entre puissances)
— en isolant les différents problèmes ou les posant dans leurs relations
— en s'efforçant de dégager les différents appuis ou cibles (puissances, classes, courants) privilégiés

2/ Les propositions des candidats sont-elles en relation (cohérente) avec les analyses
— qu'il y ait ou non analyse, grandes lignes des propositions (économie, politique, relations internationales). S'agit-il d'un simple catalogue ou y a-t-il une unité de l'ensemble ?
— Vision à court ou long terme
— Clientèles privilégiées.

On trouvera le résultat de ce questionnement, que l'on déplore d'avoir dû mener à la va-vite.

Soit, en respectant l'ordre alphabétique :

François Fillon, *Faire* (2015), ou « Petits arrangements avec la République » (page 3).

Benoît Hamon, *Pour la génération qui vient* (2017), ou « Comment traire la vache Lolotte qui n'a plus de pis » (page 7).

Emmanuel Macron, *Révolution*, (2016), ou « Dans ce monde "qui nous inquiète", nous (la France) devons positiver » (page 8).

Marine Le Pen, *Discours* (2017) ou « Comment tirer profit de l'indigence calamiteuse des responsables de la politique du pays » (page 13).

Jean-Luc Mélenchon, *l'Ere du peuple* (2016), ou « Déconstruire les repères sociaux de classe » (page 16).

Cet ensemble sera introduit par une lecture qui nous semble illustrer la façon selon laquelle une majorité de candidats usent dans leurs campagnes de procédés langagiers, qui expriment un certain mépris à l'égard de l'intelligence du peuple.

Pour introduire l'analyse des programmes des principaux candidats

Le littératron de Robert Escarpit. Un ouvrage toujours d'actualité

Quand on écoute les discours ou que l'on lit toute la littérature sur les élections présidentielles de 2017, on peut se demander si la machine que Robert Escarpit avait décrit dans les années 60, dans son livre « *Le littératron* », n'aurait pas finalement été inventée et utilisée depuis un certain temps.

Ce livre raconte l'histoire d'un linguiste, spécialiste du discours politique qui va tout faire pour obtenir des financements (quitte à employer les plus basses astuces pour convaincre ses interlocuteurs) afin de créer une machine pour créer le discours politique parfait et plus si cela fonctionne.

Qu'en est-il de cette machine « En somme, il s'agit d'un simple ordinateur capable de trier et de combiner très rapidement un grand nombre de données qu'on a préalablement placées dans sa mémoire à celles qu'il a recueillies au cours de ses expériences successives.

On peut demander à une telle machine d'identifier un texte quelconque, d'analyser, de la juger et même de le corriger. On peut aussi, en inversant l'ordre des opérations, lui demander d'associer elle-même les mots, les idées, les structures grammaticales, c'est à dire d'écrire et de composer des textes littéraires ».

Pour cela, il va appuyer son travail de linguiste en référence aussi « au livre de Quintilien, Romain qui traite l'art de persuader : les gestes, les grimaces, les plaisanteries, les arguments ... Celui qui assimilerait tout ça serait capable de faire croire à n'importe qui, qu'une vessie est une lanterne et réciproquement. »

Mais comme nous dit l'auteur « ce n'est pas à la portée de tout le monde. Il faut toute une pratique ». C'est pourquoi il veut « une machine qui fasse automatiquement et en série ce qu'un homme muni de ce livre fait en quelque sorte artisanalement ».

Pour créer cette machine, il part de l'hypothèse de travail que « l'image qu'il se fait de lui-même est pour chaque homme l'étalon de toute valeur. Il s'en suit que consciemment ou inconsciemment, on n'aime d'autres œuvres que celles où l'on ne se laisse persuader par des paroles que si l'on y retrouve l'écho de ce qu'on pense avoir dit. »

Il va donc créer cette machine et l'essayer dans une élection cantonale. Il réussira à faire élire un candidat qui n'aura fait que répéter les mots que la machine aura sortie des données compulsées à partir d'enregistrements, de discussions recueillis dans les bars, les lieux publics...

Ce succès est du pour l'auteur au fait que « l'on assiste dans la lecture des arguments pour l'élection de l'effet narcissique. C'est un mélange de satisfaction intime et de surprise. Les neurologues ont montré qu'il s'agit d'un phénomène de résonance comparable à l'effet Larsen en électro-acoustique. Les propres pensées profondes du sujet lui étant réinjectées provoquent dans les neurones des centres supérieurs le déclenchement d'oscillations hypnogéniques et euphorisantes. En un mot sans avoir conscience de se reconnaître dans ce qu'on lit ou ce que l'on entend, on se trouve plongé dans un état de béatitude réceptive qui élimine provisoirement le sens critique. »

Il voudra aussi créer cette machine pour produire le best seller de l'année. Pour cela il propose que « chaque année, le secrétaire du syndicat des jurys de Prix Littéraires fasse le relevé des cents ouvrages ayant obtenu le plus de succès auprès des lecteurs. Des spécialistes en analyseraient les éléments stylistiques, narratifs, descriptifs, idéologiques et affectifs. On nourrirait de ces données la mémoire du littératron qui aussitôt intégrerait le tout pour en faire une œuvre qui serait en quelque sorte la quintessence du succès, le best seller robot ».

Dans son imagination débordante (peut être pas tant que cela) l'auteur, fort de son succès dans le domaine politique, ira jusqu'à proposer des colloques à l'UNESCO sur des questions multiples ayant besoin d'un littératron : « littératronique et persuasion, littératronique et culture et littératronique et défense et pourquoi pas prévoir littératronique et décolonisation ».

Et pour en finir de la manipulation pourquoi ne pas proposer un moyen de diffuser les idées gouvernementales. Il l'appellera, Le projet 500. Projet dont le but est de « délimiter un vocabulaire basique de cinq cents mots assortis de quelques règles de grammaire simples, qui constituerait désormais le seul langage autorisé dans la presse, à la radio ou à la télévision pour l'expression des idées. Mots et règles de grammaires seraient choisis de façon à ne pouvoir se combiner que selon un certain nombre de schémas bien déterminés et conformes en tout état de cause aux idées gouvernementales. »

Voilà bien une machine qui peut sembler délirante pour toute personne qui croit en la capacité humaine de faire des choix sensés et réfléchis. Cependant même si au regard de l'ancienneté de cet ouvrage, on peut penser que beaucoup d'hommes politiques n'en connaissent pas l'existence, on peut se demander comment il se fait que beaucoup d'entre eux pratiquent quand même des méthodes identiques afin de convaincre des citoyens de voter pour eux. Parce que finalement, n'estiment-ils pas que ces électeurs ne sont capables d'entendre que ce qu'ils ont envie d'entendre et qu'on ne peut les convaincre qu'avec des arguments adaptés à chaque catégorie, voir à chaque type de personnes.

De la même façon, comment ne pas penser que la plupart de nos responsables politiques n'ont que l'envie d'avoir la meilleure place, et donc ne s'intéressent absolument pas à la situation concrète des français, ni à l'état de déconstruction de notre pays. Car soyons clair, qui veut réellement prendre en compte l'inquiétude des classes populaires concernant l'économie, la politique, et plus largement à l'avenir de la société française ?

Petits arrangements avec la république

François Fillon, *Faire*, Albin Michel, 2015

Dédié « à Pénélope », le livre de François Fillon porte en exergue : « *La liberté est une rupture* ». Il s'agit de considérer avec quoi s'agit-il de rompre et quelle liberté il s'agit d'instaurer. On se centrera à cet effet sur ce qui nous semble l'orientation générale du propos, sans faire mention des « affaires » survenues après la parution du livre. On peut noter cependant que les « petits arrangements » du candidat avec la République ont quelque peu fait vaciller la statue de celui qui se présentait comme le sauveur d'une France en faillite. Ne se présente-t-il pas aujourd'hui comme un « rebelle que le système n'arrêtera pas » ? Ne s'identifie-t-il pas à ces « combattants balafrés qui n'ont pas appris la vie dans les livres » ? Sans se demander si cet « encanaillement » sera à même de véritablement s'accorder aux bienséances affichées de ses clientèles habituelles.

François Fillon, contrairement à d'autres candidats, s'essaie à quelques éléments d'analyse sur la situation mondiale et nationale analyse qui ne s'attarde pas sur la question des rapports de production et des rapports de classes. S'agissant de la France, un diagnostic de faillite est prononcé. Pour y remédier, François Fillon opte pour un mode de résolution « libéral » de « redressement » du pays. A le lire, on a souvent l'impression que celui-ci se présente un peu comme une grande entreprise à gérer de façon « rationnelle », par un management à la dure, qui ne tient pas trop compte des « facteurs humains » qui y seront soumis.

Un monde en état de chaos

François Fillon fait le constat d'un monde en chaos, susceptible de déboucher sur une troisième guerre mondiale. Les raisons de ce chaos tiennent au jeu des grandes puissances depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui se manifesterait pour l'essentiel autour de la lutte pour le contrôle de la sphère musulmane, accessoirement pour les ressources pétrolières. Les rivalités entre puissances qui y sont reconduites ont été facteurs de déstabilisations. En prétendant libérer les peuples, au nom de la démocratie occidentale et des droits de l'homme, nous avons « semé le chaos », après l'effondrement de l'URSS, plus spécialement au Moyen-Orient. « Nous avons fabriqué des Etats qui ne sont pas viables pour reproduire nos propres rivalités, nous avons aveuglément organisé le retour des mollahs en Iran, nous avons armé les moudjahidin pour déstabiliser l'Union Soviétique. »

La politique russe, estime-t-il, n'a pas été plus clairvoyante. Toutefois l'effondrement de l'URSS a conduit à ce que la politique mondiale soit dominée par les Etats-Unis, son « idéalisme casqué », semant partout le chaos. « Depuis plus de vingt ans, depuis l'époque qui a suivi la chute de l'empire soviétique, la diplomatie mondiale est dominée par l'échec tragique de l'instauration universelle de la démocratie sur le modèle occidental. »

François Fillon analyse dans ce contexte la question du terrorisme, « *conséquence de la montée en puissance du totalitarisme islamique* », effet de la déstabilisation de l'espace étatique moyen-oriental. C'est un fléau global qui frappe au cœur l'Afrique et le Moyen-Orient. Après les attentats de janvier à Paris, il est plus que jamais nécessaire « de procéder à un aggiornamento diplomatique », c'est-à-dire l'élargissement [voire un certain retournement] de nos alliances, ayant principalement pour enjeu le contrôle de la sphère musulmane. Il s'agit d'allumer des contre-feux. La puissance retrouvée de la France et la mise en place de nouvelles alliances (Russie, large coalition de pays arabo-musulmans) en donnerait les conditions.

L'outil militaire devra faire respecter notre diplomatie. Or cet outil est insuffisant et en continuelle dégradation. Il convient d'accomplir « un effort de défense accru, et coordonné avec nos voisins britanniques et allemands, avec lesquels nous devons construire un noyau dur de la défense européenne ». De façon quelque peu contradictoire, il propose dans le même temps de laisser les peuples « définir leurs aspirations » et les moyens pour les réaliser, de ne pas s'immiscer, s'ingérer dans leurs affaires.

Redresser la France dans une Europe indépendante de la puissance américaine

Quant au fond, l'objectif du projet du candidat Fillon paraît moins centré sur une France souveraine que sur une Europe souveraine. Il se propose de faire de la France la première puissance d'une « Europe

souveraine ». Une « France puissante » dans une Europe-puissance, une “Europe européenne”, indépendante des USA.

Selon lui, en effet la puissance américaine constitue un obstacle pour l’Europe. « [Il faut] mobiliser les Européens autour d’un « objectif presque nationaliste », « l’indépendance du vieux continent après des décennies de soumission au dollar ». Il reproche aux Américains leur intrusion dans les affaires des gouvernements européens (services, secrets, pression pour conserver des bases américaines, notamment en Grèce), leur manque de clairvoyance en matière de politique étrangère (facteur de chaos au Proche-Orient). Il blâme l’attitude américaine à l’égard de la Russie, soumise à des sanctions contre-productives. Ignorée comme partenaire au Moyen-Orient, exclue de l’Europe, celle-ci se trouve repoussée vers la Chine.

Les USA ont depuis les années 50 accumulé des graves erreurs dont nous payons les conséquences. « Nous ne pouvons plus accepter leur domination monétaire, économique, diplomatique, au prétexte qu’ils assurent notre sécurité », ce qui n’est pas selon Fillon tout à fait exact. Il s’agit notamment de briser le monopole et la domination des USA sur le numérique.

La critique adressée à l’Allemagne tient au fait que selon lui, elle reste encore vassale des USA, jouant en Europe son propre jeu, contre la France. Il reproche à l’actuelle puissance allemande de ne pas s’opposer suffisamment aux USA, de ne pas intervenir aux côtés de la France dans la guerre internationale contre les islamistes, mais aussi de faire cavalier seul en Europe pour la politique énergétique et d’accroître sur ce point la dépendance à la Russie.

Le problème à résoudre : « Comment construire cette indépendance européenne ? » pour neutraliser la puissance américaine, ramener l’Allemagne dans une Europe orientée par la France ? »

Il s’agit de déterminer une politique indépendante de sécurité intérieure et extérieure. « Il ne saurait y avoir d’indépendance européenne sans une politique de sécurité intérieure et extérieure. » « A l’intérieur, la question est celle des frontières. L’Europe doit définir ses frontières et les faire respecter. A l’extérieur, c’est d’une politique de défense commune dont nous avons besoin. » On doit obliger les Allemands à s’engager militairement aux côtés des Français pour partager les dépenses et les efforts.

Sur le Moyen-Orient, François Fillon reconnaît une erreur d’appréciation de la politique française au sujet de la Syrie. « Nous refusons de voir que la crise syrienne avait pris un autre tour : celui d’une lutte à mort entre l’Iran et l’Arabie saoudite, entre les chiites et les sunnites, pour le contrôle du Proche et du Moyen-Orient. » « Nous n’avons fait qu’attiser l’incendie qui est en train de devenir une troisième guerre mondiale, pour le contrôle de la sphère musulmane et des ressources pétrolières ». Face au chaos qui nous menace, à la nécessité de résoudre la question syrienne, la Russie doit être réintégrée en Europe. « L’avenir de l’Europe ne peut se dessiner sans la Russie », il faut jeter les bases d’un projet européen allant « de l’Atlantique à l’Oural ».

François Fillon, on le constate, n’est nullement un adversaire d’une “Europe européenne”. Il préconise de prendre appui sur l’euro comme monnaie de règlement imposée, avec harmonisation fiscale pour les nations choisissant l’euro, ce qui suppose un *gouvernement économique de la zone euro*, organisé autour des chefs d’Etat et de gouvernement. Il veut aussi une stratégie énergétique durable, indépendante, sécurisée, contre les choix unilatéraux, notamment ceux de l’Allemagne qui a choisi d’abandonner le nucléaire.

[Il s’agit ainsi pour le candidat Fillon de remettre indirectement en question les alliances stratégiques nouées à l’issue de la Seconde Guerre mondiale, ceci au nom de « l’indépendance » d’une Europe “européenne”. On ne doit pas ignorer que de telles remises en question du *statu quo* stratégique, en période de crise générale du capitalisme et de rivalité exacerbée entre puissances mondiales, ne conduisent pas nécessairement à conforter la paix, elles peuvent au contraire potentialiser et étendre le risque de guerre mondiale, surtout lorsqu’elles ne se font pas au nom d’une nation souveraine, mais à celui d’une présumée puissance “européenne”.]

France. Le diagnostic de “faillite”

En matière de politique intérieure, le programme du candidat Fillon peut se résumer ainsi : « assainir nos comptes publics en deux ans, relancer notre économie en cinq ans, devenir la première puissance européenne en dix ans. »

Ce programme de « redressement » repose sur les constats suivants :

Les déficits publics se développent depuis 35 ans : dette souverains abyssale ¹, qui conduit à une dépendance à l'égard de la finance internationale, menaçant notre indépendance. Une des raisons de ces déficits tient à une « hypertrophie de la fonction publique », et au « modèle social » français devenu trop coûteux (coût des retraites, de l'assurance maladie, chômage...). « Nous ne produisons plus assez de richesses pour supporter le poids de ce modèle » financé par la dette. En contrepoint, il existe trop de pression fiscale pesant sur les entreprises, qui perdent de ce fait en compétitivité, sont éliminées dans la compétition européenne et mondiale. La capacité compétitive est encore affectée par le temps de travail estimé insuffisant du côté des salariés. L'âge légal de départ à la retraite est pour sa part trop précoce par rapport à nos concurrents directs.

On constate de ce fait un affaissement de l'appareil productif (désindustrialisation, chômage massif). La dernière année de plein emploi, avec moins de 5% de taux de chômage, remonte à 1979. Depuis le chômage est massif (autour de 10 %). On assiste dans le même temps à un étouffement de l'initiative économique. « La France étouffe sous les réglementations, les interdictions, les injonctions et les prélèvements obligatoires. Les Français ne parviennent plus à supporter le poids d'un Etat et d'un secteur public hypertrophiés. »

« Le moment est venu de libérer le pays et [...] de restaurer sa souveraineté en le sevrant de sa dépendance aux marchés financiers. » Il faut remobiliser les forces de travail sous-utilisées, redévelopper un tissu économique à forte valeur ajoutée, redonner des marges aux entreprises afin regagner en compétitivité. Sur cette base, on pourra entrer dans une phase de croissance, d'exportations performantes, de plein emploi.

Après le diagnostic, des remèdes doux-amers et bien ciblés

Pour résoudre la question de l'endettement, du déficit public, se trouver à même de développer le secteur productif et la compétitivité des entreprises, François Fillon propose : — d'un côté, la diminution des dépenses publiques — de l'autre, de favoriser les entreprises du secteur marchand, d'alléger fortement la pression fiscale qui pèse sur elles — et, pour les salariés, de travailler plus, et plus tard, de réserver la formation professionnelle aux besoins réels, afin produire plus de richesses. Ce qui s'énonce par un certain nombre de propositions :

— Garantir l'équilibre des comptes sociaux. Les dépenses sociales représentent plus de la moitié des dépenses publiques, et parmi elles les retraites sont le poste le plus important – presque 14% du PIB, contre 10 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. La fuite en avant de l'endettement fait peser une grande menace sur l'avenir de notre modèle social. Rien ne peut justifier de payer à crédit l'assurance maladie, les retraites, « alors que nous pourrions les financer par nos propres efforts, en travaillant plus longtemps. » Pour sauver le système par répartition il faut donc reporter l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans.

— Réduire le poids du secteur public. 22% de la force de travail en France est employée par le secteur public contre 11 % en Allemagne (nos voisins ne sont pas moins bien administrés que nous !). Le nombre d'emplois publics a atteint 5,6 millions en 2013. Il faut rééquilibrer notre force de travail en direction du secteur productif. » Pour cela passer il faut passer de 35h à 39 h par semaine dans la Fonction publique, soit un gain de 12%, qui devrait « économiser » 600 000 emplois.

— Mener une politique fiscale cohérente avec le « redressement des finances publiques et la compétitivité de l'économie. » Les prélèvements obligatoires sont trop élevés, l'objectif est de les diminuer. Toutefois, compte tenu de la situation budgétaire dégradée, une baisse importante à court terme serait irréaliste. Il faut commencer par relancer la compétitivité, dont découlerait la croissance et l'emploi. La priorité sera donnée aux baisses de charges et de prélèvements sur les entreprises pour une « politique d'offre » efficace.

— Réorienter l'épargne vers l'économie productive et refondre la fiscalité du capital pour faciliter l'investissement direct dans les PME. Baisser en priorité, les taxes qui pèsent sur les marges de compétitivité et d'investissement et sur l'emploi, supprimer les impôts et taxes inutiles : réduire l'IS et

¹ Dette insoutenable, déficit chronique des Finances Publiques : hypertrophie du budget de l'Etat, risque pour le service de la dette (premier poste budgétaire). Notre indépendance financière, notre activité économique, notre protection sociale sont menacées, la faillite est un risque énorme malgré le déni des politiques.

supprimer quinze milliards d'euros de taxes ; abolir l'ISF — impôt anti-investissement — qui s'est soldé par le détournement de milliards d'investissements au profit de la Grande-Bretagne, de la Belgique, de la Suisse ou des Etats-Unis. La perte de compétitivité par rapport à l'Allemagne s'explique par les hausses de charges mais aussi par des hausses de salaires miraculeuses.

Au pôle du travail salarié

— Abandonner l'utopie des 35 heures et fixer par la loi une durée maximum de 48 heures hebdomadaires.

— Simplifier le Code du travail et introduire le motif de réorganisation/restructuration des entreprises pour régler la question des licenciements, développer la flexi-sécurité en renforçant l'efficacité de la formation pour les demandeurs d'emploi et l'orientation vers les secteurs demandeurs.

— L'indemnisation du chômage, système actuellement très coûteux avec un taux de remplacement de l'ordre de 90%, est peu incitatif pour un retour à l'emploi. Ce taux ne doit pas excéder 75 %, avec une dose de dégressivité. Engager une réforme profonde de la formation professionnelle qui coûte 30 milliards d'€/an, afin d'aider les chômeurs à se tourner vers les secteurs porteurs.

— Redynamiser et redéployer le dialogue social et la représentation syndicale. Mettre fin à la politique salariale et d'achat de la paix sociale (ce qui dégrade les marges des entreprises et leurs capacités d'investissement). Relever les seuils sociaux de 10 à 50 salariés et de 50 à 100, fusionner les CE et CHSCT, de limiter à 50 % du temps le mandat de représentation des élus.

— Développer la formation en alternance et l'apprentissage : près de deux millions de jeunes entre 15 et 29 ans ne suivent aucune formation scolaire ou professionnelle et restent sans emploi (100 000 élèves sortent du système scolaire sans diplôme). Redévelopper l'apprentissage du CAP aux études supérieures, adapter aux besoins des entreprises, des territoires.

Et les classes dans tout ça ?

Si l'on excepte les contradictions affirmées entre deux secteurs de la vie sociale (secteur public et secteur marchand), François Fillon, comme les autres candidats, ne propose pas une analyse en termes de classes. Sa conception se présente comme relevant d'un schéma plus "technique" de management social. Comment redresser "l'entreprise France", sans trop tenir compte des facteurs proprement sociaux humains, surtout du côté salariés, qui risqueraient de perturber la bonne gestion de l'ensemble du projet. On notera cependant quelques références à la question des classes, la plupart ayant déjà été signalées.

— Les facilités que le candidat accorde au secteur productif marchand (et aux classes qui le régissent) sont posées, il faut le signaler, en relation avec la question de l'emploi pour les classes (ouvriers, employés) qui dépendent du développement de ce secteur. On doit reconnaître à cet égard avec le candidat qu'aucune société ne peut se passer de production, les catégories qui dépendent du secteur public pas plus que d'autres (toute la question est de savoir au profit principal de qui).

— Pour les salariés ordinaires du secteur non public, ce sera la portion congrue. La portion se décline sous son versant amer. Le programme pose, entre autres, la nécessité d'une augmentation de la durée légale du travail, la prolongation de l'âge de départ à la retraite, la réduction du système d'indemnisation du chômage, la facilitation des licenciements.

— Pour les classes qui dépendent de la fonction publique, surtout territoriale, surtout à la base, la portion n'est guère plus douce. La part qu'ils prennent dans le processus d'endettement est jugée trop importante. Ils devront se mettre au régime. Même chose pour ce qui touche aux divers subsides des syndicalistes et syndicats, et autres réseaux de bureaucratie. François Fillon estime toutefois nécessaire de mieux payer les fonctionnaires, en contrepartie de l'allègement de leur nombre. Pas de mise à la diète, semble-t-il, pour les parlementaires, ministres et autres grands personnages de l'Etat.

— François Fillon est cependant partisan de maintenir à certaines catégories sociales une protection minimale : les six millions de Français au chômage, les travailleurs pauvres, les retraités, les deux millions de jeunes Français qui ne sont ni à l'école, ni en formation, ni au travail, les artisans, les agriculteurs. Les zones rurales, les agriculteurs en détresse devraient bénéficier de mesures de soutien.

— A signaler pour conclure, qu'à propos des retraites, François Fillon met en question les « égoïsmes de classes ». « Les études montraient que les professions exposées aux intempéries, les agriculteurs, les couvreurs, les maçons, vivent en moyenne moins longtemps que les autres, tandis que les curés et les enseignants ont les plus longues perspectives. » Le groupe social des enseignants et les socialistes qui les défendent à l'Assemblée sont sur la base de ce constat montrés du doigt. Ne refusent-

ils pas de faire des efforts sur l'âge de départ à la retraite au profit des agriculteurs, maçons, couvreurs, qui subissent des conditions de travail plus dures. La mise en question des "égoïsmes de classes" ne semble toutefois pas, ici encore, devoir s'appliquer aux députés, ministres et haut personnel politique.

Continuer à traire la vache Lolotte qui n'a plus de pis Benoît Hamon, *Pour la génération qui vient*, Equateurs, 2017

L'ouvrage de Benoît Hamon est paru tardivement en mars 2017, bien après sa désignation à la primaire de la « belle alliance populaire ». Le livre comprend quelques 120 petites pages en gros caractères, ce qui représente à peu près 45 pages pour une brochure normale. Le contenu n'est pas lui-même très consistant. Si on s'efforce d'en disséquer le contenu, selon le plan de questionnement appliqué à tous les candidats, un premier constat s'impose : à peu près rien sur les contradictions mondiales, ni dans l'immédiat, ni en perspective historique, pas davantage sur les contradictions sociales, de classe. Et même sur ce que peut représenter pour lui le socialisme, pas grand chose à se mettre sous la dent. Bien que l'ouvrage entier ait été consulté, on se bornera ici à présenter l'introduction, qui donne un aperçu de la tonalité de l'ensemble. On indiquera à la suite quelques-unes des propositions du candidat.

« Quelque chose a changé », mais on ne sait pas encore très bien où on va aller

On apprend dès le début de l'ouvrage que « quelque chose a changé ». La « génération qui a fait irruption au cours de la campagne », « la seule clairvoyante » [« la jeunesse »] est consciente que « notre pays » « se trouve à la croisée des chemins ». Il y a le vieux chemin, et le nouveau dont on ne sait pas vraiment s'il est tracé et vers quoi il se dirige. « Le vieux monde s'apprête à disparaître, le nouveau se cherche encore ».

Quoiqu'il en soit, « la jeunesse », dont Benoît Hamon se fait le porte-parole, aurait « décidé » d'imaginer un avenir « autre », fait de « progrès et de justice sociale ». Ces « citoyens neufs », plein de force et d'audace, veulent « en plein jour, éveillés [...] accomplir leur rêve ».

Sur le vieux chemin arpenté par Benoît Hamon, dans le vieux monde, il n'a connu avec sa génération, que des décennies de crise, d'essoufflement de la croissance, de chômage, et bien sûr de « dérèglement climatique ». Depuis des lustres, tous les candidats à l'élection présidentielle ont cherché à conjurer « la crise », sans y parvenir. Ce qui leur a fait défaut, c'est peut-être de ne pas s'être interrogé sur le double sens du mot crise : « maladie grave » et « moment charnière ». On n'a pas tiré les leçons qui relèvent de ce second sens, qui sont celles-ci : « c'est le moment ou jamais d'agir ». Encore, l'auteur le reconnaît, s'agit-il de savoir « dans quelle direction ».

Si la crise s'éternise, et ici l'analyse de Benoît Hamon atteint des sommets de clairvoyance, « ne faut-il pas lui trouver un nouveau nom ? ». Et, allant avec le nouveau nom, « de nouveaux remèdes ». Le propos ici se fait plus précis : puisque les remèdes habituels (politique d'austérité, flexibilité du travail, accroissement de la concurrence), ne fonctionnent plus, conduisent à la régression, « les forces progressives » peuvent sauver le pays du pire, avec un remède radical, « [s'engager] dès aujourd'hui dans une transition sans précédent ».

Une « transition sans précédent » afin de « réenchanter la réalité »

La jeunesse relèvera le défi. Elle laissera à l'ancien monde « les vieilles rengaines, les vieilles recettes, la vieille politique », tout ce qui a le regard tourné vers le passé : enfermement dans un pays imaginaire, nation assiégée, France en déclin. En termes plus précis, il faudra en priorité rejeter les forces nationalistes, ceux qui veulent mettre au pas les fonctionnaires, les magistrats, les médias, ceux qui défendent l'arbitraire, ceux qui « accablent l'Islam au nom de la laïcité tout en frayant avec les intégristes catholiques ».

Benoît Hamon comprend certes que, face au quotidien difficile, des sentiments de détresse, d'amertume, de rage et de révolte, puissent naître de cet ancien monde, que plus spécialement le Front National en tire profit. Il imagine toutefois que si, bannissant le passé, nous avons « le regard tourné

vers l'avenir », ces « pulsions » pourront être neutralisées. A cet effet, « les forces de gauche doivent porter un imaginaire puissant, capable de dessiner les contours d'une autre société », faisant appel, non « à la part nocturne, présente en chacun de nous », mais à « notre intelligence ». Il n'y a pas cependant d'homme providentiel, dit notre candidat non providentiel, qui ne saurait prétendre détenir « la vérité absolue ». En toute modestie, il tient à proclamer : « Je rejette le costume de sauveur qu'on m'enjoint d'endosser » !

Quel est le contenu de cet « espoir collectif » que le candidat se propose cependant d'énoncer ?

Il s'agit tout uniment de « réenchanter la réalité ». Ce qui peut en tout premier lieu s'exposer par « l'urgence du progrès social et écologique », le déploiement de « nos valeurs fraternelles et humanistes ». Ainsi nous pourrions entrer dans une « nouvelle ère », où des « termes » [à défaut des réalités] « comme diesel, carbone, perturbateurs endocriniens n'ont plus de cours », où l'on pourra modifier « notre vision du travail » [sinon sa réalité], où l'on éradiquera la grande précarité tout en libérant notre créativité. Enfin, on assistera à l'avènement d'une nouvelle république qui rendra « le pouvoir aux citoyens ». Un paradis sur terre.

Redistribuer les richesses que l'on a cessé de produire

En termes prosaïques, bien que le candidat ait intégré dans son programme certaines propositions pour un « redressement productif » de la France, telles que le préconisait Arnaud Montebourg, Benoît Hamon semble imaginer que l'on puisse répartir ce qui n'a pas été produit, par le recours de la « taxation » d'un secteur productif déjà défaillant (en sachant que les banques elles-mêmes ne peuvent prospérer sans aucune base productive).

L'orientation générale : ne pas se préoccuper de diminuer la dette (plutôt compter sur une improbable « solidarité européenne »), travailler moins, dépenser plus. On n'en donnera ici que quelques exemples, parmi les plus généreux : mettre en place une loi pour la réduction du temps de travail, un revenu universel d'existence (dont la définition varie), recruter de 40 000 enseignants et créer 7500 emplois dans les universités et laboratoires, créer 500 000 emplois dans l'économie sociale et solidaire. Pour financer l'ensemble, il suffira de taxer les superprofits des banques, d'instituer une « contribution sociale sur les robots ». (Notons qu'il existe d'autres mesures dont on ne peut condamner le principe, mais dont il s'agira de trouver le financement).

Les propositions relatives à la « transition écologique » ne présentent pas d'originalité particulière : la sortie du nucléaire sous vingt-cinq ans, porter la part des énergies renouvelables à 50 % d'ici 2025, mêmes délais pour l'arrêt du diesel pour les voitures neuves, enfin interdiction des perturbateurs endocriniens. Dans le cadre d'une conception « écologique » un peu élargie, on note aussi la légalisation du cannabis et la garantie d'un droit à mourir dans la dignité (euthanasie).

Pour que « le vieux monde » puisse plus vite disparaître au profit de la « jeunesse », et pour que le nouveau monde qui « se cherche » puisse advenir, et rende le pouvoir aux citoyens, Benoît Hamon propose en outre des transformations institutionnelles : Conférence pour une Sixième république avec introduction d'une dose de proportionnelle, septennat non renouvelable ; référendum sur la reconnaissance du vote blanc et l'extension du droit de vote aux étrangers pour les élections locales, mise en place d'un 49.3 « citoyen ».

Dans ce monde « qui nous inquiète », nous (la France) devons « optimiser »

Emmanuel Macron, *Révolution*, XO, 2016

Dans son livre, *Révolution*, Emmanuel Macron fait usage de procédés rhétoriques, parfois plus affinés que ceux de ses concurrents. Il s'efforce de capter la bienveillance des lecteurs par un jeu d'identification, entre lui-même ² (*je*), *nous*, *la France*. Ce jeu s'énonce par les intitulés des différents chapitres : « Ce que *je* suis », « Ce que *je* crois », « Ce que *nous* sommes », « Ce que *nous* voulons », « *La France* que *nous* voulons », « Vouloir *la France* ». On trouve aussi les formulations d'appropriation : « mon pays », « notre pays », « allégeance à *mon* pays », « dette à *notre* pays ».

² Il use plutôt du *je* (sujet) plutôt que du *moi* solipsiste « nombril du monde » (de François Hollande).

Conformément à la logique de la Présidentielle dans la Cinquième république, cela vaut pour établir une “rencontre” directe entre le candidat et la nation, le candidat et les Français.

Rompant parfois avec l’identification entre le *je* et le *nous*, le candidat Macron s’adressant aux Français, à *leur* intelligence, se dit à l’écoute de « *leurs* colères, *leurs* attentes », *leurs* inquiétudes face au bouleversement du monde, tout en tablant sur leur capacité à “positiver” dans cette « nouvelle ère », marquée par des phénomènes de crise et de rupture.

La position stratégique de la France dans le monde : ne pas bouleverser le statu quo des alliances stratégiques structurantes, refonder sur une base réaliste nos relations avec la Russie

L’essentiel des orientations proposées par le candidat Macron touche à la nécessité pour la France de saisir les opportunités économiques que la nouvelle marche du monde peut offrir. Dans un chapitre du livre, il porte cependant attention aux questions stratégiques et au maintien d’une ambition politique pour la France sur l’arène mondiale. Le contenu de ce chapitre, qui par certains aspects paraît proche des positions d’Hubert Védrine, n’est pas présenté dans le programme du candidat. Il y est proposé de faire œuvre de réalisme. Il ne s’agit pas pour la France de « se désintéresser du monde », plutôt d’y faire entendre ce qui est conforme à sa « vocation universelle », en tenant compte de « la réalité de nos moyens ».

Plutôt que d’intervenir militairement aux différents azimuts, la France, en tant que puissance internationale (Conseil de Sécurité notamment), doit conserver « sa position particulière et indépendante qui lui permet d’engager un dialogue constructif avec tous », ce qui suppose un « devoir d’exemplarité » : respect du cadre de l’ONU, ne pas s’engager dans un « interventionnisme irréfléchi » contraire au droit international. Le bilan de vingt ans d’interventions extérieures devrait à cet égard être conduit. Pour l’avenir Il est préconisé pour l’avenir de maintenir une diplomatie influente, un réseau actif sur le terrain, de toujours s’efforcer, avant toute intervention, de voir si une option politique existe pour résoudre les conflits.

Le principe de souveraineté, défini comme « libre exercice pour une population de ses choix collectifs sur son territoire » se trouve affirmé. Bien que le propos ne soit pas toujours limpide, il semble que ce qui menace cette souveraineté, ou indépendance, en matière stratégique ne tient pas au processus d’intégration au sein de l’Europe, du moins l’Europe dans ses contours actuels. Ce qui menace ou limite cette indépendance stratégique aux orientations et décisions prises par les puissances qui, toujours sur le plan stratégique, se partageraient aujourd’hui l’hégémonie mondiale, [à savoir Etats-Unis et Russie]. Pour ce qui touche à la sécurité de la France, il convient ainsi de « mettre en oeuvre notre sécurité collective de façon plus indépendante », plus spécialement, est-il indiqué, à l’égard « des choix stratégiques américains et russes ». En outre, la *dissuasion nucléaire*, ultime rempart pour l’indépendance stratégique, doit être maintenue « quel qu’en soit le coût ».

Toutefois, au contraire de la plupart des candidats, le *statu quo* des alliances stratégiques issues de la fin de la Seconde Guerre mondiale, n’est pas remis en cause. L’axe transatlantique doit demeurer « structurant », bien qu’il soit nécessaire de rééquilibrer notre relation avec les Etats-Unis, faire prévaloir des positions indépendantes. Le Royaume Uni doit rester un *partenaire* stratégique, et ce qui est peut-être un peu différent, il faut un *dialogue* stratégique avec l’Allemagne. Sans remettre en cause l’axe transatlantique, il faut exclure d’en revenir à la guerre froide. Les relations avec la Russie doivent être refondées : envisager la levée des sanctions, trouver un terrain d’entente au Proche et Moyen Orient, stabiliser les relations avec Ukraine, ce qui ne signifie pas de renoncer à toute vigilance à l’égard de la Russie. Plus généralement il s’agit, sans sacrifier nos “valeurs”, de parler avec ceux avec qui nous sommes en désaccord.

La « politique arabe et méditerranéenne doit en outre être placée au cœur de notre diplomatie », ce qui suppose des relations continues et exigeantes avec les acteurs de cette région (plus spécialement avec l’Arabie Saoudite, le Qatar, l’Iran, etc.). La France doit jouer son rôle pour promouvoir un schéma de sécurité afin de stabiliser cette région. [Des notations particulières concernent la Turquie, la Palestine, le Liban, il est aussi fait état de la nécessité de faire le bilan des conflits (ou révolutions) en Tunisie, Egypte, Libye, Syrie.]

La marche du monde et la France dans le monde tel qu'il marche

La prise en compte de la situation mondiale et celle de la situation française sont étroitement liées. C'est sur la base de cette prise en compte, parfois succincte, qu'Emmanuel Macron définit ses orientations pour la France.

Il constate que le monde est en plein « bouleversement ». Il serait entré dans une « nouvelle ère », caractérisée au moyen de notions vagues : « la mondialisation », « le numérique », « le péril climatique », « les conflits géopolitiques », « le terrorisme », « l'effritement de l'Europe ». Ce bouleversement se manifeste par « des inégalités croissantes », une « crise démocratique des sociétés occidentales ». L'évolution économique est plus rapide, marquée de « ruptures technologiques ». Un tel « monde [...] nous inquiète », il suscite « le doute », le désespoir, la peur. « L'Idée de crise permanente s'est installée durablement *dans les esprits*. » [On ne sait pas s'il s'agit pour le candidat d'une simple *idée* fermentant dans les *esprits*, ou de la réalité des choses].

Nous serions même [et l'auteur soutient lui-même le propos] « en train de vivre un *stade final du capitalisme mondial* ». Le capitalisme international « ne se régule plus lui-même », et, « par ses *excès* manifeste son incapacité à durer *véritablement* ». Je ne sais pas d'ailleurs, précise-il « si ce capitalisme n'est pas en train de vivre ses dernières étapes, en raison même de ses excès »

« Notre monde a donc, au fil des décennies, vu les logiques marchandes et financières prendre le dessus. » Ainsi la « civilisation dans laquelle nous entrons » « est faite de flux de marchandises, d'hommes, d'argent, partout en permanence à travers la planète. » C'est une « civilisation du risque » (risques environnementaux, géopolitiques, terrorisme, guerres religieuses). Elle est celle d'une « société dont les contours ne sont plus un seul pays, mais le monde. » Elle vient donc « bousculer une organisation qui reposait avant tout sur des Etats et nations qui réglaient l'essentiel de nos vies, aussi longtemps que la plus grande part des échanges se faisait à l'intérieur du pays » [ce qui ne date pas d'hier]. Les Etats sont devenus des « bureaucraties » qui « tentent de résister ou d'accompagner cette réalité économique sans en avoir la pleine maîtrise ».

Quoi que l'on puisse penser des périls portés par ce monde capitaliste, et ses excès, et la « civilisation dans laquelle nous entrons ». Nous ne pouvons guère faire autre chose que de prendre ce monde tel qu'il est. Emmanuel Macron n'imagine pas que puisse exister au plan historique d'autre issue.

S'adapter à la marche capitaliste du monde. En saisir les « nouvelles opportunités »

Que faire alors ? La réponse d'Emmanuel Macron est celle-ci : Nous devons prendre acte sur cet état de fait et tirer le mieux possible (*je, nous, la France*) notre épingle du jeu, saisir les « nouvelles opportunités économiques » que le bouleversement du monde peut nous offrir. « Peut-on remplacer le monde tel qu'il va ? Je ne le crois pas. » Quoi qu'on en ait, il faut « s'adapter à la marche du monde », puisqu'il n'est pas possible d'en sortir pour vivre mieux. La France devra se confronter à ce monde, par « *volontarisme lucide* ».

« Refuser les changements du monde en nous contentant de rafistoler le modèle créé pour avant-hier, ce n'est pas la France. » Cela fait trente ans que nous naviguons à vue dans la mondialisation et « nous n'avons pas pu trouver la place qui devrait être la notre » : une économie de l'excellence, de l'entrepreneuriat, de l'innovation. On ne peut « soustraire la France au cours du monde », il n'y a « pas de solutions qui ne fonctionneraient qu'en France », c'est « une chimère » d'imaginer pouvoir résoudre les problèmes en fermant les frontières.

« Nous devons aujourd'hui faire entrer la France dans le XXI^e siècle ». Cela exige de savoir réconcilier « ce que nous sommes profondément », par un « effort collectif pour nous rendre libres ». « Les Français [selon Macron] sont prêts à réinventer le pays. » La « bataille doit être menée au niveau européen et mondial », essentiellement sur le terrain économique. Il estime que tout n'est pas condamnable dans la mondialisation, dans la mesure où elle crée une interdépendance entre les nations, les entreprises, les centres de recherche. Tout n'est pas condamnable non plus dans la finance, s'il s'agit d'une finance ayant une finalité productive.

Moyennant la reconquête de « la place qui devrait être la notre », Emmanuel Macron, sans se faire trop d'illusions il est vrai, voudrait tout de même un « monde moins inacceptable et moins injuste ». Il faudrait pour cela parvenir à anticiper, prévenir, modifier les règles internationales les plus néfastes,

voire « humaniser le capitalisme contemporain ». Il précise cependant : « Je ne sais pas si nous y parviendrons ».

Que peut-on vraiment faire avec l'Europe, « rêve d'empire et d'union par la guerre » ?

Selon Emmanuel Macron, se référant à Mendès France comme à de Gaulle, l'avenir de la France se joue sur le continent européen. Pour « maîtriser notre destin », la France a « besoin d'Europe », celle-ci n'est pas responsable de tous nos maux. Ce « besoin d'Europe » se fait plus spécialement sentir au plan économique, si nous voulons avoir la chance de peser face aux USA et à la Chine, notamment dans les grandes négociations commerciales.

L'Europe toutefois « paraît déjà épuisée ». Son édification a pu faire croire à la disparition des conflits, mais il ne faut pas oublier, dit Macron, que les conflits constituent « l'histoire réelle de ce continent ». Le « rêve européen » dans l'histoire est un « rêve d'empire et d'union par la guerre », dans le passé et peut-être dans le futur. « Ne perdons jamais de vue que la guerre est notre passé sur le continent et qu'elle pourrait être notre avenir si nous ne construisons pas une Europe libre ». L'Europe a pris la forme d'une « construction non hégémonique », pour autant les promesses de paix sont aujourd'hui fragilisées. « Le fil de l'histoire n'est pas rompu. La guerre et les conflits ne sont pas derrière nous ».

Après la promesse de paix nourrie par l'Europe, la promesse de prospérité est trahie. Face à la crise au chômage, quelle adhésion peut susciter l'Europe auprès des jeunes générations. Sur le terrain économique, l'euro pose problème en raison des différences grandissantes entre les économies, avec la crise de la dette, l'absence de politique coordonnée.

On constate un épuisement des idées et des méthodes : prolifération de règles, confusion des procédures, objectifs contradictoires. Depuis 2005, l'Europe est devenue trop libérale. Le *Brexit* est un symptôme de cet épuisement, et non pas un acte égoïste, il exprime un besoin de protection, le rejet d'un modèle de société marqué par les destructions industrielles, économiques, sociales. La promesse de liberté est elle-même affaiblie.

Après un tel constat, on pourrait imaginer qu'il n'y ait plus qu'à tirer l'échelle. Tel n'est pas le cas. Emmanuel Macron se refuse à faire de l'Europe le bouc émissaire de tous les maux qui nous affligent. On pourrait « renouer avec le désir d'Europe », reprendre depuis le début avec un projet politique véritable.

L'Union Européenne demeure en ce sens pertinente comme espace de marché unique et de progrès social (liberté d'entreprendre, justice sociale), mais aussi pour faire face aux flux migratoires, pour la défense commune des frontières, les intérêts des diverses nations étant liés sur ce point. On ne peut pas « tout refaire à l'échelon national ». Il préconise un budget de la zone euro pour les investissements communs, un plan de baisse des dépenses, une politique coordonnée en matière d'accords commerciaux (Chine, USA, Canada). Ce projet d'une Union Européenne réformée devrait être mis en route et validé par chaque Etat « selon sa tradition démocratique ».

L'ambition du candidat Macron va même au-delà. En dépit de ses appréciations liminaires sur l'Europe comme « rêve d'empire et d'union par la guerre », il avance que celle-ci n'en pourrait pas moins constituer « notre chance pour retrouver notre pleine souveraineté ». A minima, l'Union Européenne peut, ou pourrait, assurer un « bon niveau de protection » de cette souveraineté.

Abandonner nos « passions tristes »

Faire entrer la France dans la marche du monde [« stade final du capitalisme mondial »]

Emmanuel Macron fait état du désarroi qui semble affecter de la population française (“*nous*”).

L'opinion est désorientée. « La France est malheureuse de ce qu'elle est devenue ». Elle a le « sentiment qu'elle glisse vers l'inconnu, qu'elle ne maîtrise plus son destin, perd son identité ». « Nous sommes recroquevillés sur nos passions tristes, la jalousie, la défiance, la désunion ».

Sans doute ne s'agit-il pas seulement de « sentiment », mais aussi de réalités. « Notre pays est rongé par le doute, le chômage, les divisions matérielles mais aussi morales ». Le rapport au travail a été bouleversé, de nouvelles inégalités se sont développées, nous sommes confrontés à une société ouverte sur un monde de risques, tandis que le système de lois et de règlements date du XIXe siècle, que les recettes du siècle dernier ne fonctionnent plus, que la règle envahit tout, et que le pays vit pour l'administration. L'endettement du pays s'accroît, la structure territoriale est inadaptée, l'éducation

nationale est dépassée. Le “modèle français” ne marche plus, c’est devenu un système organisé pour protéger l’ordre existant, les situations acquises, injustes, qui de plus alourdissent la dépense publique. dans cette situation, le divorce entre le peuple et les gouvernants s’approfondit. Nous sommes immobiles, à l’arrêt. Bref, « notre situation n’est ni acceptable, ni tenable ».

Que nous reste-t-il à faire ici encore :

Si l’on suit le propos d’Emmanuel Macron, il semble bien que n’existe pas d’alternative, nous devons donc nous adapter aux « nouvelles exigences du temps ». Dans le cadre du monde tel qu’il marche, il s’agit de « construire une prospérité du XXI^e siècle », ce qui serait faire retour à la « voie française », revenir à excellence. Ce devoir est englobant : *vous et moi, nous, la France*. « La solution est en nous », « il faut agir », « nous devons agir », « nous devons faire ce qui doit être fait »

Il faut pour cela, se « ressaisir », ne pas se « laisser aller », engager une « rupture délibérée avec l’espèce de fatigue accumulée depuis trop longtemps ».

La France n’est pas un château de cartes, elle a traversé d’autres épreuves. Son patrimoine culturel est riche, sa démographie dynamique, elle est capable de réussir en renouant avec le fil de son histoire (une économie forte, une culture riche), afin de reprendre dans le concert des nations sa place incomparable. Le pays a le peuple et l’Histoire pour avancer. Il faut « simplement reconstituer nos forces ». Cela « ne dépend que d’une chose : notre unité, notre courage, notre volonté commune ».

Comment faire ?

Pour « répondre aux défis du monde et de notre pays », nous devons nous libérer de ce qui nous entrave, « sortir de nos habitudes ». « Nous ne pouvons plus répondre avec les mêmes hommes, les mêmes idées ». Des centaines de structures dépassées » sont à faire « disparaître », des personnels politiques, des institutions dépassées, des schémas anciens qui ne laissent pas place à initiative, des clivages anciens. Il faut permettre à la société de prendre des initiatives, d’expérimenter, de trouver des solutions appropriées « concrètes et efficaces. Les termes efficacité, responsabilité, initiative, action, innovation, ponctuent l’ensemble du discours.

Cette mise à plat des structures qui ont fait leur temps, laisseront place à un sentiment libérateur, l’idée « que tout est possible ». Il s’agit d’une « révolution démocratique profonde », le mot révolution est ici lâché. Chacun pourra y jouer un rôle et reprendre du pouvoir. « La multitude reprend forme car chacun peut avoir sa place ».

Plus concrètement, cette grande libération des énergies s’articule autour de quelques grands axes : produire en France, pouvoir vivre de son travail, refondre la protection sociale et les institutions. Dans le livre, les divers points sont peu développés. On en propose ici une vue sommaire, pour plus de détails se reporter au programme sur le Site *en-marche.fr*³.

– *Produire en France*. Pour lutter contre la désindustrialisation, Emmanuel Macron, invoquant Colbert, propose de renouer avec « le rêve productif » de la France, construire une « nouvelle prospérité ». Il signale au passage, ce qui est parfois oublié par d’autres candidats, qu’un impératif social contraint à *produire avant de répartir*. L’impératif de croissance économique devra ainsi prévaloir sur la dépense publique. Hors du schéma dualiste entre relance et rigueur, l’investissement [planifié] devra privilégier les *dépenses productives* (L’impôt visant surtout le capital non productif). Pour la conquête de nouveaux marchés, dans un contexte difficile, les marges des entreprises doivent pouvoir se reconstituer, ce qui implique de réduire les le coût du travail (par une baisse des cotisations et non en diminuant les revenus des salariés).

Outre l’investissement dans l’éducation, la formation, la recherche, la transition écologique, le numérique, certains secteurs ne devront pas être abandonnés « au seul jeu du marché » : la défense, la l’énergie, tout ce qui touche à la souveraineté militaire et à l’indépendance énergétique (nécessité de restructurer la filière nucléaire et de ne pas dépendre d’une seule technologie).

– *Pouvoir vivre de son travail*. Emmanuel Macron ne prend pas à son compte le discours sur fin du travail. Le travail est selon lui facteur d’intégration essentiel et de mobilité sociales. On ne peut envisager de répondre au chômage de masse et à la précarité qui touche aussi ceux qui ont un emploi, par des solutions type revenu universel, ce serait un renoncement au principe d’égalité. La priorité devra

³ Parmi les priorités : réduction des déficits, choix de dépenses prioritaires, baisses d’impôts favorisant l’activité économique et l’emploi, investissements productifs, renouer avec l’excellence des services publics.

être donnée à la lutte contre le chômage, à la possibilité pour chacun de pouvoir « vivre de son travail ». La question n'est pas d'assurer seulement un filet de sécurité, mais d'assurer une vraie place à chacun dans la société, pour ceux qui sont sans emploi de chercher les moyens d'un retour au travail. Le marché du travail « malade » a besoin d'être réformé.

Il s'agit de construire un cadre permettant « à chacun de trouver sa voie, de pouvoir choisir sa vie », de mettre en œuvre des règles qui ne favorisent pas seulement les “insiders”. Il faut ouvrir la voie à des possibilités d'évolution, à des réponses personnalisées (notamment en matière de formation). S'il est nécessaire de maintenir une protection contre le chômage, la garantie de sécurité de l'emploi ne peut être assurée. Les droits de l'assurance chômage (sans dégressivité) devraient être étendus aux non salariés.

Une réorganisation du droit du travail est nécessaire : tout en maintenant quelques grands principes non dérogoires, il faut plus de flexibilité, : adaptation des 35 heures selon les entreprises, négociation par branches et entreprises. La difficulté de cette réorganisation viendra des syndicats, dont il conviendrait de renforcer leur légitimité, dans le cadre de leur pouvoir de négociation au niveau des entreprises.

Refonte du modèle social : Les bouleversements en cours ont fait naître de nouvelles inégalités. Or, les règles de protection sociale qui prévalent ne signifient pas plus d'égalité sociale. Il y a d'un côté des personnes sans aucune protection et, de l'autre, des régimes spéciaux et une multitude des statuts et situations. L'accès à l'emploi, les salaires sont inégaux, entre hommes et femmes et selon les origines et les lieux. Avec le chômage de masse, les règles de protection sociale (santé, chômage, retraite) gagées sur le travail ne fonctionnent plus, ce système accroissant les inégalités n'est plus tenable. Il faut sortir de cette approche, établir des principes qui favorisent effectivement l'égalité, notamment en faisant plus pour ceux sont dans des situations les moins favorisées.

Au régime fondé, sur les cotisations sociales ceux qui ont un travail, il faut substituer une régime fondé sur l'impôt. Ainsi, les règles de protection ne dépendront plus de la situation des personnes à un moment donné. De la même façon le régime universel de retraites, tout en maintenant le principe de la répartition, sera conçu indépendamment du statut des travailleurs. L'Etat, en tant que financeur des dépenses sociales, doit reprendre en mains les décisions stratégiques concernant la santé, le chômage, qui relèvent aujourd'hui de la gestion des partenaires sociaux. S'il s'agit de leur donner moins de place dans l'orientation générale du système, une plus grande place devrait leur être accordée dans la négociation et la régulation au sein des entreprises, dans l'accompagnement des actifs. Le candidat suppose qu'il s'agira là d'un « rude combat », susceptible de fâcher les partenaires sociaux qui vivent du système.

En matière d'institutions, Emmanuel Macron se prononce pour un renoncement au « rêve d'une France uniforme ». S'il propose quelques modifications mineures de la structure administrative pour une partie des départements, il veillerait à éviter l'enlèvement de la « France périphérique », par des équipements publics de base, des moyens de transports, la rénovation urbaine, une reconstruction industrielle et commerciale, l'économie productive des campagnes, la réorganisation des filières agricoles.

Tirer profit de l'indigence calamiteuse des responsables politiques du pays

Marine Le Pen, *Discours* (2017)

La candidate du Front National, Marine Le Pen, n'a pas publié d'ouvrage récent. Ses 144 engagements pour la présidentielle ne sont disponibles que depuis le 4 février 2017. Elle a par ailleurs exposé ses orientations dans un discours général, le 5 février, puis sa façon de concevoir les enjeux au plan mondial, dans un second discours le 23 février. On se centrera sur quelques éléments de ces discours, sans en épuiser le contenu, en portant attention au thème moins rebattu de ses prises de positions sur l'échiquier international.

En portant attention au contenu des discours de Marine Le Pen, plus spécialement ceux qui touchent à la stratégie mondiale, on peut éprouver un certain trouble, comme s'il existait deux "niveaux" possibles de lecture, selon que l'on est un destinataire ordinaire ou "initié". Selon que l'on est l'un ou l'autre, certains mots cibles, tels que *peuple*, *nation*, *patrie*, voire même *Europe*, peuvent être compris dans des sens différents : le lecteur-électeur français ordinaire prendra ces mots dans la signification commune qu'ils revêtaient historiquement dans la langue française, le lecteur moins innocent y retrouvera, sous forme codée, des notions référées à tout un courant de pensée, dont l'expression n'a plus vraiment droit de cité dans la conjoncture intellectuelle du moment. Les ambiguïtés des procédés langagiers mis en œuvre réfractent sans doute l'existence de positions contrastées au sein du Parti de la candidate.

L'abaissement de la France. Les effets de la "mondialisation"

Marine Le Pen met en évidence des tendances et traits négatifs affectant la situation de la France, de leurs effets sur de grandes sections de la population. Bien que la mise en relation de ces différents traits présente une cohérence formelle indéniable, ces différents constats ne sont pas intégrés au sein d'une conception véritablement historique. Les déterminations des choses, les causes, les conséquences semblent souvent dépendre d'un cadre d'interprétation préposé.

Au premier degré, pour ses destinataires ordinaires, les prises de position de Marine Le Pen se présentent comme presque exclusivement centrées sur la France, la nation, son indépendance, contre tout ce qui la menace. Les doléances, désarrois, exaspérations, aspirations, de larges catégories de la population française, s'y trouvent exprimées sous une forme générale. La France a perdu de sa puissance, de sa souveraineté, de son crédit moral, mais aussi de ses capacités redistributives ; "le peuple" est de moins en moins pris en compte par les "élites".

En conformité avec les ressentis de larges pans de la population, de leur rejet des politiques conduites jusqu'alors, la candidate dresse une opposition diamétrale entre deux entités : nation et/ou peuple, et, mondialisation, élites mondialisées. Contre la "nation", le "peuple", leur "liberté", se dresse « la mondialisation », plus précisément une « mondialisation dérégulée », qui « procède de la recherche de l'hyper profit ». Le libre cours laissé à la mondialisation menace « la continuité de la France en tant que nation libre », et « notre existence en tant que peuple ». Pour mettre fin à cette subordination, la candidate appelle à restaurer le peuple, à restaurer l'État. Comme « *tout procède du peuple* », il faut « *rétablir le peuple comme sujet politique* », « *prendre comme fil rouge l'intérêt national* ». La réponse n'est pas technique mais « *régalienn*e ».

Une polarisation est établie entre, d'un côté, la nation, le peuple, les "élites", "nous", [« nous sommes chez nous »], et, de l'autre, toujours en relation avec la "mondialisation" (et les migrations qu'elle suscite), « *la caste* » [nouveau vocable novlangue], les « *élites* » mondialisées, « *nos dirigeants* », ceux qui font le « *choix mondialiste* », "tous mes concurrents", sans que soient clairement distingués leurs méfaits respectifs.

« Ils cherchent à détruire nos grands équilibres et sociaux, veulent abolir les frontières, toujours plus d'immigration et moins de cohésion ». La « *politique fiscale et sociale enrichit les multinationales et dilapide l'argent public via une immigration totalement incontrôlée* ». « *Contre la droite du fric et la gauche du fric, la France du peuple* », « *je veux rendre leur argent aux Français* ».

La « remise en ordre » de la France. Contre l'Union Européenne une « autre Europe »

Une fois effectué le constat de ces polarisations irréductibles, se pose la question de la « *mise en ordre* » de la France. Marine Le Pen prétend la mettre en œuvre « en cinq ans », par la grâce d'une « *révolution* », ou plutôt de plusieurs : « *révolution du patriotisme* », « *révolution de la proximité* », « *révolution de la liberté* ». Les 144 engagements, pris « *au nom du peuple* », sont censés permettre une telle remise en ordre.

Ces 144 engagements sont groupés par thèmes qui se succèdent dans un ordre déterminé impeccable : une France libre, une France sûre, une France prospère, une France juste, une France fière, une France puissante, une France durable. Un objectif général est visé, plus spécialement à l'encontre de l'Union Européenne : « Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple

français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). »⁴ Il s'agira « d'engager une négociation avec nos partenaires européens, suivie d'un referendum sur notre appartenance à l'Union européenne ».

L'Union Européenne se présente ainsi comme la cible, ce qui laisserait à penser que Marine Le Pen s'insurge contre l'Europe. Cela n'est pas évident. Dans son discours de politique internationale, elle se déclare en fait contre l'Union Européenne, mais non contre l'Europe. Elle semble nourrir le projet d'une « autre Europe », indépendante des puissances de la mondialisation, une Europe véritablement européenne, un projet européen respectueux des intérêts des peuples européens.

Pour dessiner les contours de son projet, Marine Le Pen l'expose en négatif : rejet du « *mondialisme économique* », qui, au nom de la liberté du commerce et de circuler, réduit « *l'homme au consommateur et au producteur* », et les peuples, les nations, « à des populations [...], à des espaces de marchandisation généralisés, limités au “vivre ensemble” ».

Cette mondialisation, telle qu'elle est, opposée au monde, à l'Europe, à La France, tels qu'ils devraient être, est présentée à un double niveau : « mondialisation d'en haut » (ou « financiarisation de l'économie »), et mondialisation d'en bas (ou « immigration massive et incontrôlée »). Ces deux niveaux, ces deux tendances, ne seraient que les deux faces d'une même réalité.

En outre, la mondialisation, qui « était un fait », est devenue une « idéologie ». Elle a le soutien de « la finance », de « l'essentiel de la classe politique », et, à défaut de l'Europe des peuples, de « l'Union européenne », soumise à la mondialisation.

Encouragée par la mondialisation, l'immigration massive, est elle-même « cause directe » du « fondamentalisme islamiste », que soutiennent « des idiots utiles » et des « complices plus ou moins conscients ». La cause des maux qui accablent la France et les Français, relèverait *in fine*, de deux « idéologies » en « alliance puissante », deux « totalitarismes », deux « fondamentalismes » : « l'individualisme » de l'un, le « communautarisme » de l'autre. Tous deux s'attaquent à « l'indivisibilité de la république ».

Si l'on s'efforce de connaître les auteurs de trouble, responsables de la mondialisation, et de son idéologie, des cibles plus précises sont désignées : les organisations supranationales, les Etats-Unis et leur « aventurisme stratégique ». L'Union Européenne fait partie de même camp, étant trop dépendante des Etats-Unis. Il en est de même pour L'Allemagne de Madame Merkel. L'Union européenne n'est en ce sens qu'une « construction idéologique », au contraire d'une Europe fidèle à sa réalité « européenne ». L'Union Européenne sera désertée par les peuples, au profit d'une « Europe des nations indépendantes ».

« La problématique géopolitique majeure »

Dans l'analyse de la situation internationale que propose la candidate, on discerne les éléments d'un second degré du discours, qui n'est peut-être pas intelligible pour les électeurs français ordinaires. Marine Le Pen affirme la nécessité de renouer avec la réalité du « monde tel qu'il est », contre les dénis qu'oppose à cette réalité « la classe politique ». Mais de quelle réalité du monde s'agit-il. Il peut sembler que le devenir projeté, en fonction « du monde tel qu'il est », se présente pour partie comme un “devoir être” intemporel de la France, sans véritable prise en compte des données historiques concrètes. Il peut

⁴ Les cibles principales dont on sollicite les suffrages par ces engagements, semblent être :

- pour les TPE-PME, (apprentissage, guichet unique, RSI revu, baisse des charges, des impôts, protection à l'égard de la mondialisation menaçante, de la finance, etc.

- travailleurs : heures sup défiscalisées et majorées, retraite à 60 ans et 40 annuités, maintien renégocié des 35 heures, abrogation de la Loi travail.

- “Modèle français des exploitations familiales agricoles” ; circuits courts locaux, continuité du service public.

- pour les fonctionnaires des basses catégories : statuts et point d'indice.

- pour les services publics : EDF, entreprise stratégique reste sous contrôle de l'Etat, La Poste et la SNCF aussi.

Les mesures sont généreuses. Ce qui interroge sur leur faisabilité. Le simple chiffrage des dépenses, indépendamment de toute question de retrait de l'UE, parviennent à des montants dont on cherche comment ils peuvent être abondés.

s'agir alors moins d'une analyse de la réalité d'ensemble que d'un vœu inconditionnel, assorti d'un "serment".

« [je parlerai du] monde tel qu'il est, et pas tel que je *voudrais* qu'il soit ; [de] la France telle qu'elle est et pas telle que je *voudrais* qu'elle soit, voilà le point de départ de tout. »

« [je parlerai] du rôle qui a été le sien, et du rôle que je lui *rendrai* ».

Si l'on passe à l'analyse du « monde tel qu'il est » et au constat d'un « affaiblissement de la France », d'un « recul de ses positions dans le monde », il semble que cet affaiblissement n'aurait pour « origine » que le « refus d'admettre la réalité ». Quelles sont donc ces réalités du monde avec lesquelles nous devons renouer ?

Selon Marine Le Pen, la « *problématique géopolitique majeure* », qui a été déniée, ne concerne pas, du moins en apparence, les enjeux stratégiques de la France et des différentes puissances, mais les migrations, les « grands mouvements de population », dont on ne saisit pas vraiment les déterminations, mais qui peuvent se révéler « une menace pour l'équilibre et la paix du monde ».

Une fois posé ce « problème géopolitique majeur », que la population peut effectivement reconnaître comme tel, mais auquel la candidate se fait fort de faire face, la question des choix stratégiques effectifs est abordée.

Les « forces de l'histoire » : idées, idéologies, religions, origines

Le discours centré sur la décomposition de la situation économique et politique, sur la perte de toute ambition nationale, est facteur d'attraction pour tous ceux qui subissent les effets de cette décomposition. Cela ne signifie pas qu'ils veuillent troquer la réalité historique et politique de la formation nationale de la France, contre une conception immatérielle, évanescence. C'est pourtant ce qui leur est proposé dans le discours sur la situation internationale. Un je ne sais quoi : l'identité, la culture, une âme éternelle indicible, y sont mises au premier plan : une « âme des peuples », « le lien indéfinissable qui lie les Français », au contraire de populations « sans appartenance ».

Il s'agit ici encore, de revenir au « principe de réalité », contre les fautes et erreurs qui ont été perpétrées. « Ces fautes et ces erreurs ont une origine commune ; la négation des forces réelles à l'œuvre, qui sont les forces de l'histoire ». Ces supposées « forces de l'histoire » ne relèvent pas de déterminations matérielles, de processus de formation historique, mais « des idées, des idéologies, des religions et des origines ».

Le respect des réalités du monde consiste ainsi à le voir « dans sa diversité », et plus précisément de ne pas le voir avec « le prisme d'un occidental-centrisme », ou au regard de la « marchandisation du monde ».

L'occidental-centrisme n'est pas clairement défini, mais on peut en saisir les principes, au regard des réalités qu'il nie : « l'âme des peuples », originelle, intemporelle. Cette thématique est proche de celle développée en son temps par le Club de l'Horloge.

« [...] une analyse mesurée de l'histoire démontre la constance de l'âme des peuples. [...] les peuples poursuivent les mêmes buts à travers les siècles. [...] Sous des titres et noms qui changent, à travers des régimes politiques différents, l'âme des peuples renaît toujours. In variablement, elle se confronte aux mêmes données physiques ; les peuples expriment toujours leur passion à demeurer ce qu'ils sont ».

Il s'agit de considérer non les peuples (ou les nations) comme constructions politiques, formations historiques, mais en tant que peuples et nations, fruits d'une "géopolitique".

Conception « multiculturelle » du monde et droit à « la persistance d'une nation uni-culturelle »

C'est le droit à « la persistance d'une nation uni-culturelle », quelle que soit il est vrai, l'origine de ceux qui la composent, que Marine Le Pen, réclame pour la France, ce qui la conduit à défendre une « conception multiculturelle du monde », capable de se conjuguer avec une « stratégie nationale de paix, d'influence et de puissance ».

Il convient cependant de voir que cette « politique d'indépendance » suppose une « vision claire de ce que nous défendons et de ce contre quoi nous luttons », c'est-à-dire l'ennemi. « Nous saurons reconnaître et désigner l'ennemi principal [non explicitement désigné dans ce discours], celui qui porte

atteinte à l'intégrité de notre territoire, à l'identité de la Nation, à l'unité du peuple français, celui qui entend nous soumettre à ses lois, ses mœurs, ses intérêts. »

Contre cet "ennemi" multiforme, ne doit-on pas être prêt à payer le prix de la guerre ?

« [...] nous nous devons à nous-mêmes, et nous devons au monde de rappeler qu'il y a pire de la guerre [l'humiliation nationale], « la submersion de son territoire », « la soumission d'un peuple à des lois, à des principes, à des combats qui ne sont pas les siens. »

Déconstruire les repères sociaux de classes

Jean-Luc Melenchon, *L'Ère du peuple*, février 2016

Jean-Luc Melenchon, vieux routier de la politique, est souvent d'un abord sympathique en dépit de ses fougades. Ses interventions dans le débat public se révèlent souvent réjouissantes, n'aident-elles pas les auditeurs à soutenir leur attention lorsque la discussion s'éternise et s'enlise. Sa conception du monde et les orientations qu'il propose dans *L'ère du peuple* (février 2016⁵), ne s'en présentent pas moins de façon quelque peu nébuleuse. On en donnera ici quelques aperçus.

Remise en cause du *statu quo* mondial

La partie consacrée aux relations internationales est relativement claire. Jean-Luc Melenchon remet en cause l'ordre mondial, tel que celui-ci lui semble s'être trouvé fixé au profit des Etats-Unis après le repartage de 1945. Il veut un renversement des alliances de la France (et de l'Europe), principalement à l'encontre de la puissance américaine. Il préconise un recentrement sur les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et autres pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie.

La France a selon lui intérêt à une nouvelle alliance mondiale au moyen d'institutions "universalistes", au demeurant mal définies. « Nous devons retrouver notre défense souveraine contre l'impérialisme nord-américain et son outil militaire. »

La France lui paraît en effet intégrée servilement aux politiques de « l'empire nord-américain », celui-ci est présumé dénoncer périodiquement d'abominables ennemis, à fin de conforter sa puissance militaire, sous les auspices doctrinales de la théorie du « choc des civilisations » (Samuel Huntington). Selon Jean-Luc Melenchon, nous n'avons rien à faire dans l'OTAN, l'Europe non plus. Il se prononce clairement pour un partenariat avec la Russie (Il reproche à Hollande d'avoir donné son accord à Chicago pour l'installation en Europe du bouclier antimissile, bouclier visant 75% des installations de défense russes).

La nouvelle politique d'alliances pour la France vaut pour l'ensemble européen. Les Etats-Unis selon lui auraient vu d'un mauvais œil l'émergence de l'euro. La crise grecque, qui a failli emporter la monnaie unique européenne, se serait déclenchée à l'instigation d'un consortium de banques nord-américaines. Il préconise la constitution d'une nouvelle alliance « universaliste, pour un monde ordonné, facteur de paix, différent du monde multipolaire. La nouvelle alliance devrait reposer sur des alliances naturelles avec les puissances qui mettent en cause tout ce qui fait la suprématie des Etats-Unis, celles qui desserrent l'étau nord-américain, dont une Europe délivrée du poids de la puissance américaine. Ce qui, pour « nous Français » serait appréciable pour récupérer notre indépendance. Quand les Etats-Unis perdront la première place, estime-t-il, cela restructurera radicalement d'un coup l'ensemble de l'ordre géopolitique.

La France devrait en outre se rallier à la proposition chinoise de créer une « monnaie commune mondiale ».

Le nombre des êtres humains ou le « mystère de l'accélération de l'histoire »

Si l'on ne centre plus l'attention sur les propositions qui touchent au nouvel ordre international projeté, le propos ne se présente pas comme aussi limpide, c'est un euphémisme. Seuls ceux qui sont capables de donner sens à la phraséologie ésotérique d'un Edgar Morin ou d'un Alain Badiou, pourront en faire leur miel. Comme l'indique l'auteur, les pages qu'il propose reprennent nombre d'arguments et

⁵ Intitulés des chapitres : La loi du nombre, L'ère de l'anthropocène, Le retournement politique du monde, Le nouvel ordre du temps, *Homo urbanus*, Le peuple et sa révolution, Rompre l'envoûtement, Fin des vieux programmes.

points de vue, qu'il a "collectés" au fil de ses lectures, ses combats et rencontres. Il procède à « la mise en cohérence de [ces] données éparpillées, pour en faire une vision globale ».

Selon Jean-Luc Melenchon, qui parfois recourt à quelques à quelques références marxistes, le « moteur de l'histoire » n'est plus la « lutte des classes », mais le nombre d'êtres humains, ou plus précisément de « consommateurs ». « L'histoire des sociétés humaines dépend directement de cette donnée, le nombre ». « Le nombre des êtres humains est l'explication du mystère de ce qu'on appelle l'accélération de l'histoire ». Ce nombre n'est pas seulement une quantité, c'est « le facteur décisif de la « façon de vivre [des êtres humains] et d'être en relation entre eux avec leur écosystème ». « Le nombre des consommateurs et la raréfaction des ressources *qui en résulte*, sont bien le « moteur de l'histoire ». D'où cette formule lapidaire : « voir les pulsations du nombre des humains comme le sujet de l'histoire ».

De 2009 à 2014, la population mondiale a augmenté d'un milliard d'individus. Nous sommes entrés, indique Jean-Luc Melenchon, dans l'ère de *l'anthropocène* et de *l'homo urbanus* (80 % de la population vit en ville en Europe et sur le continent américain). Les activités humaines, liées à cette donnée du nombre, entraînent des dégâts irréversibles sur le climat et la biodiversité. Et dans le « mode néolibéral productiviste » qui domine notre temps, c'est la cupidité qui commande et le pillage, détruisant les forces de vie.

Le nombre toutefois contraint aussi à faire de la politique, « c'est-à-dire à se préoccuper de la façon de vivre tous ensemble ». Il enjoint à entrer dans une « autre manière de produire et de consommer », « parti pris pour l'intelligence et le dévouement de chacun au bien commun ». La république dès lors entre dans « l'ère écologique », étendant « les droits de l'homme et du citoyen aux questions écologiques », en fonction d'un « intérêt général humain écologique ».

Une « insurrection morale permanente » contre le « productivisme »

Jean-Luc Melenchon fait état de l'incroyable défi écologique et géopolitique qui, bien davantage que n'importe quel terrorisme, menace d'anéantir la civilisation humaine. Ce diagnostic le conduit à concentrer la critique moins sur le régime capitaliste en tant que tel que sur le "productivisme", en fin de compte danger essentiel rongant la civilisation humaine actuelle.

Le chaos qui s'avance est selon lui la « conséquence directe de ce productivisme », et celui-ci tient à la domination du mode « néolibéral », vecteur de cupidité, de violence sociale, d'irresponsabilité écologique. Le productivisme n'est pas seulement un modèle économique, c'est un modèle culturel. Le « moins cher », qui s'obtient au prix du sang et des larmes, est un argument de vente, une motivation d'achat. « Moins cher » est le nom des délocalisations, baisses des salaires, abandons des normes sanitaires et environnementales, privatisations des services publics » L'individualisme égotique des consommateurs fonctionne comme un envoûtement, l'intérêt général n'y a pas de place, il est rendu invisible. De ce fait, « le productivisme » ne peut être considéré seulement « comme modèle économique, c'est un modèle culturel », qui nous enjoint au choix d'un « insurrection morale permanente. »

Bien que le candidat Melenchon puisse prendre en compte les crises périodiques qui traversent le mode de production capitaliste depuis le XIXe siècle, il n'établit pas que les diverses crises qui se succèdent depuis les années 70 résultent d'un seul et même processus, d'une seule et même crise générale de ce mode de production (de même nature que celles advenues lors des décennies qui ont précédé les Guerres mondiales). Bien qu'il puisse évoquer « la loi du marché », « la dictature de la marchandise », il attribue cette succession de crises, et la dernière celle de 2008, à la seule finance, à la « caste toute puissante », l'oligarchie, née de la « globalisation financière » et qui gouverne tout. De ce fait, il ne peut porter intérêt aux déterminations de la nouvelle grande crise qui affecte l'ensemble du monde depuis près d'un demi siècle. Pourquoi, dit-il, devrait-on parler de crise « comme on le fait depuis trente ans », « il n'y a pas de crise, mais trois bifurcations du monde » : une civilisation humaine confrontée à l'explosion du nombre de ses membres, un changement climatique irréversible, un retournement de l'ordre géopolitique.

Transformer le capitalisme par la "règle verte" et la « propriété sociale du temps »

L'enjeu "écologiste" est central dans la problématique de Jean-Luc Melenchon. Pour combattre le productivisme néo-libéral, il propose de mettre en œuvre « la règle verte », c'est-à-dire de ne pas prélever davantage à la nature que ce qu'elle peut reconstituer. Il s'agit d'instituer « une autre manière

de produire et de consommer ». La règle verte permettra de réguler la production d'objets obsolètes, de ceux qui creusent « la dette écologique », selon lui « autrement plus inquiétante que la dette publique ».

« La règle verte est un parti pris pour l'intelligence et le dévouement de chacun au bien commun [...] elle fait rentrer la République dans l'âge écologiste, elle étend « les droits de l'homme et du citoyen aux questions écologiques, en fonction de l'intérêt général humain écologique... ».

L'imposition de la « règle verte » implique de substituer au pouvoir actuel un autre pouvoir, de nouveaux droits, « écologiques » : lanceurs d'alerte, institution de délégués environnementaux, tribuns du peuple en charge du respect de la règle verte, défenseurs attitrés, qui auront un droit de veto suspensif sur les projets écologiquement insoutenables ⁶.

Le temps de l'écologie est toutefois un temps long. Or, selon Jean-Luc Melenchon, nous sommes dans un temps court, contraint, celui de la production capitaliste des marchandises (l'esclave ramène sa chaîne à la maison avec son ordinateur et son téléphone portable...). Ce sont « les droits de la propriété du capital qui fixent ses exigences de profit dans le temps court ». « Le temps court est une dictature ». Il faut instaurer la « propriété sociale du temps », alternative exemplaire à la propriété capitaliste, « idée radicalement neuve ». Dès lors les temps sociaux seront harmonisés à partir des personnes plutôt que des marchandises. Par la gestion écologique de la société, c'est la reconquête du droit au temps long, le début du « bien vivre ».

La révolution citoyenne et « l'écossocialisme » enjeux d'une révolution non socialiste

Selon Edgar Morin, « l'écossocialisme est une politique de civilisation ». Jean-Luc Melenchon s'est emparé du thème. *L'écossocialisme* est une alternative pour sortir de la crise, imposer « l'intérêt général humain ». On pourra partager les richesses « sans attendre » [qu'elles soient produites ?], fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité. « L'intérêt général humain » unit « l'écologie politique » et le projet de « République sociale et universelle ». L'écossocialisme n'est pas selon Jean-Luc Melenchon une utopie, il constitue la synthèse d'une écologie nécessairement « anticapitaliste » et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Pour le candidat à l'élection présidentielle, l'écossocialisme a peu à voir avec « l'ancienne révolution socialiste », bien qu'il puisse inclure nombre de tâches que celle-ci devait prendre en charge : la lutte pour l'égalité du bien-être, le contrôle collectif des biens communs, l'éducation de tous. La « révolution citoyenne » vise des objectifs plus amples que l'ancienne révolution socialiste, ceux de « l'intérêt général humain ». Dans la continuité du programme anti productiviste, elle part de l'évaluation des « rapports de l'humanité avec l'écosystème et des tâches qui en découlent ».

Pour instaurer cet écossocialisme, le chemin de la « révolution citoyenne » se met en mouvement, contre un capitalisme limité au « productivisme néo-libéral », dans la dépendance de « l'oligarchie financière mondialisée ». Cette oligarchie [davantage que le régime de production capitaliste, dont elle n'est qu'une émanation] se présente comme l'essence commune des « vrais coupables » : les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales, les idéologues de la concurrence).

Trois piliers de l'ordre de la société sont visés par la « révolution citoyenne » (et/ou « l'écossocialisme »). A la place de la concurrence libre et non faussée doivent se retrouver la solidarité, la production coopérative et la « règle verte ». S'agissant de la propriété, il s'agit de faire prévaloir un droit d'usage, plus spécialement pour les biens communs : l'eau, l'air, la terre, le savoir. Ensuite, remettre en cause l'ordre juridique et institutionnel en place, la hiérarchie des normes et des pouvoirs. La nouvelle république devra décider si elle est parlementaire ou présidentielle, avancer dans les nouvelles directions que l'expérience a permis de dégager (tels le pouvoir électoral au Venezuela, la reconnaissance de la nature comme sujet de droit en Equateur et Bolivie, la liberté de choix du genre en Argentine, ou de disposer de soi dans la fécondité comme devant la mort, le droit d'insurrection contre les autorités en place par référendum révocatoire, etc.).

⁶ Ce qui implique une nouvelle bureaucratie non élue, non mandatée, pour le nouvel ordre écologique, la police des « bonnes mœurs écologiques », codifiées par qui ? pour qui ?

Contre la dictature des oligarchies financières ou du prolétariat. Conférer la souveraineté aux « multitudes citadines »

Jean-Luc Melenchon ne fait pas silence sur les classes sociales, ce qui le distingue de la plupart des autres (grands) candidats. Pour lui, l'accès à la visibilité des différentes classes constitue un enjeu. Les classes qui ont été rendues invisibles aux yeux des autres le sont également à leurs propres yeux. A l'inverse, les catégories « hypervisibles » peuvent faire croire que la représentation d'elles-mêmes est la seule réalité sociale effective. Reprenant les analyses de Christophe Guilluy, il signale que les ouvriers et les employés, qui forment la classe sociale la plus nombreuse en France, ne représentent que 2% des personnages visibles à la télévision, les pauvres et les précaires y existant encore moins. Les cadres en revanche occupent 60% des rôles visibles dans le discours publics et les représentations, les pauvres sont tout simplement inexistantes, bien qu'ils représentent près de 16% de la population.

S'agissant de la classe moyenne, dont il n'est pas possible de dresser les contours, trop de statuts sociaux différents entrant dans sa composition. Cette présumée « classe moyenne », indique Jean-Luc Melenchon, oscille entre le conservatisme de ses positions acquises et la rage civique, la peur du déclassement pouvant la pousser à des solutions radicales de toute nature. C'est cependant au sein de ce conglomérat, surtout auprès des milieux bien éduqués et qualifiés qu'il semble devoir trouver le point d'appui pour sa « révolution citoyenne », qui se substitue à la révolution prolétarienne et au rôle directeur de la classe ouvrière.

Certes, les « multitudes urbanisées » qui sont au cœur du projet se présentent, du fait de la « ségrégation spatiale » qui les isole, comme inaptes à exister comme « acteur collectif ». Cette inertie et cette dissociation peuvent cependant se retourner en « conscience collective ». Melenchon s'appuie ici sur le schéma de Sartre sur la formation de rassemblements inertes en groupes. La multitude citadine devrait constituer un levier décisif pour le déclenchement du « changement radical » auquel il aspire. On ne peut en effet proposer comme idéal à cette « classe » de s'identifier à un improbable prolétariat [et à la révolution socialiste], on pourra en revanche la conduire à s'identifier à un « peuple » dont il s'agit de modifier la définition.

La « multitude citadine » se forme en peuple sous l'effet de « la température politique »

Le peuple, pour Jean-Luc Melenchon, c'est la « multitude urbanisée » prenant conscience d'elle-même au travers de revendications communes qui s'enracinent dans « les soucis quotidiens de l'existence concrète ». Cette multitude, substrat de la « révolution citoyenne », deviendrait peuple [politique] par son action collective, par sa mise en réseau, sous l'effet des événements et des actions politiques. « Ce n'est pas le réseau qui crée le peuple en action mais l'inverse. Le peuple existe quand il se met en réseau [...] les relations urbaines unifient. »⁷ Pour faire bref, la multitude citadine « se transforme en peuple sous l'action de la chaleur ». « Quand la multitude cesse d'être l'agitation individuelle des citadins vaquant à leurs affaires personnelles, quand elle prend en charge des revendications communes, alors elle change de nature [...], elle passe à un autre état sous l'effet de la température politique que l'action réchauffe [...] c'est alors qu'apparaît l'acteur politique de notre temps : le peuple ».

Indépendamment de ses positionnements au sein des rapports sociaux, la multitude citadine se transformerait en peuple, en se donnant « dans l'action » des buts communs. Dans le schéma de Jean-Luc Melenchon, le peuple se constitue dans l'immédiateté, non en fonction de visées historiques générales. La multitude devient le peuple en cherchant à « assurer sa souveraineté sur l'espace qu'elle occupe ». Il s'agit davantage ici d'un *processus* plus ou moins spontané, acte fondateur constituant, selon Melenchon, de la conquête de la souveraineté par le peuple. Il ne s'agit ici ni d'une véritable *pratique* politique, ni de souveraineté effective. Le concept de souveraineté est dévoyé, puisque la souveraineté suppose une maîtrise effective sur son devenir, maîtrise qui ne peut découler de la seule « expérimentation » citoyenne, mais qui requiert une vue générale de la finalité à atteindre et des moyens pour y parvenir, en fonction d'une claire saisie des données socio-historiques. Quant à la pratique

⁷ Ainsi, ce n'est pas la place des différentes catégories sociales au regard des rapports sociaux de production qui détermine leur qualité de peuple, mais la mise en réseau, les relations urbaines. Appliqué au peuple, le postulat idéaliste d'Althusser, selon lequel c'est la lutte de classes qui fait les classes, est ici reconduit.

politique, celle-ci suppose, comme toute pratique, une vue générale de la finalité à atteindre et des moyens pour y parvenir, en fonction de conditions historiques déterminées.

A quoi s'oppose la multitude citadine constituée en nouveau peuple ? Que désire-t-elle ?

Le nouveau peuple [au contraire du prolétariat qui visait « l'ancienne révolution socialiste] ne semble pas avoir pour objectif de toucher au fondement du régime capitaliste pour émanciper l'ensemble de la société, et non seulement lui-même : la multitude citadine des pays développés. Ce nouveau peuple semble se borner à disputer le pouvoir à « l'oligarchie financière », « directement et physiquement » « avec un programme spontané » qui porte la négation de « l'ordre établi ». « Ce programme c'est le bien vivre ensemble tel que la ville le fait désirer » [...] un « collectivisme spontané. »

Il s'agit ainsi pour la « révolution citoyenne » de la multitude citadine de changer en quelque sorte les tenants du pouvoir (“dégagisme”). Un nouvel organe d'action se constitue comme « pouvoir concurrent » à celui de l'autorité légale. « L'assemblée citoyenne se substitue aux autorités défailtantes et instaure de fait la loi que des citoyens réunis en nombre décident d'appliquer. » La Constituante projetée, qui donnerait naissance à une VIe République, n'est pas un arrangement technique pour peaufiner les rouages. C'est une révolution de l'ordre “politique” pour instaurer le « pouvoir du peuple », un pseudo peuple qui semble devoir exclure les “anciennes” classes populaires sous la nouvelle domination qu'il prétend instaurer.